



THÈME

## VERS UNE GOUVERNANCE PARTAGÉE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE : QUELS APPORTS DE LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES DU PRIVÉ POUR LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ?

IMAGE FORTE DU MAGAZINE : LA TOURNÉE SOLIDAIRE FATOU AISSATOU SALLA 2025



Photo des volontaires de l'association **SENE ASSO** dans le cadre de la **tournée solidaire 2025** en hommage à feu **Fatou Aissatou SALL**. Que la terre lui soit légère !

### ACTUALITÉS RSE ET DD

**5 rubriques pour mettre en avant la grande distribution, la RSE et les ODD**

- Actualités de la **grande distribution** au Sénégal
- Actualités RSE-DD des **entreprises du privé**
- Actualités RSO-DD des **institutions publiques**
- Actualités RSO-DD des **associations et ONG**
- Actualités hors de nos frontières - **La CAN 2025**



### VALORISATION (PUB)

**4 pages publicitaires pour valoriser les acquis ou action en lien avec la RSE et DD**

- **YAAFAH**, une marque 100 % made in Sénégal !
- **ELIT BTP**, une entreprise qui construit votre avenir !
- **Ceemo**, l'employabilité des jeunes diplômés ?
- **Jotaay RSE**, une initiative au service des entreprises !



### SENSIBILISATION DES CONSOMMATEURS

**5 articles de sensibilisation sur le rôle des entreprises dans l'atteinte des ODD.**

- **Éditorial** : Entreprises et territoires : bâtir ensemble la gouvernance du développement durable
- **Article 1** : Des engagements globaux aux réalités locales : la RSE au service des **territoires** ?
- **Article 2** : La RSE au cœur de la transformation des **collectivités territoriales** ?
- **Article 3** : RSE et gouvernance partagée : vers une co-construction de l'**employabilité locale** ?
- **Article 4** : Une gouvernance inclusive et Responsable du **Projet Simandou** en Guinée ?
- **Article 5** : Alliance **associations-entreprises** au service de la RSE environnementale ?





# ÉDITORIAL - ENTREPRISES ET TERRITOIRES : BÂTIR ENSEMBLE LA GOUVERNANCE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Chers lecteurs, lectrices,

C'est avec un réel plaisir que je vous présente le onzième numéro de notre magazine trimestriel, un support 100 % numérique et entièrement gratuit, consacré à l'information, à l'analyse et à la sensibilisation des consommateurs au Sénégal et au sein de la diaspora, autour des grands enjeux de développement de nos territoires.

Pour cette nouvelle édition, nous avons fait le choix de recentrer notre réflexion sur une problématique transversale et stratégique : « **Vers une gouvernance partagée du développement durable : quels apports de la responsabilité sociétale des entreprises du secteur privé pour les collectivités territoriales ?** ». Ce thème répond à la nécessité de repenser les relations entre acteurs publics et privés dans un contexte de profondes mutations économiques, sociales et spatiale.

Dans un contexte africain marqué par des mutations économiques, sociales et territoriales profondes, la question du développement durable ne peut plus être pensée uniquement à l'échelle des États ou des grandes institutions internationales. Elle se construit désormais au plus près des territoires, là où se croisent entreprises, collectivités locales, associations, consommateurs et citoyens. C'est cette conviction qui guide ce nouveau numéro de **Sen Retail**, consacré aux liens étroits entre commerce, responsabilité sociétale et gouvernance territoriale, avec un regard particulier porté sur le Sénégal, tout en l'inscrivant dans une dynamique africaine plus large.

À travers des diagnostics, des analyses approfondies et des recommandations issues d'expériences de terrain, ce numéro s'ouvre ainsi sur les actualités de la grande distribution au Sénégal, un secteur en pleine recomposition, confronté à des attentes accrues en matière d'approvisionnement local, d'emplois décents, de maîtrise des impacts environnementaux et d'ancrage territorial. Les enseignes ne sont plus seulement des acteurs économiques : elles deviennent des acteurs du territoire, interpellés sur leur contribution au développement local et à la souveraineté économique.

Dans le prolongement, les actualités RSE-DD des entreprises du privé mettent en lumière des initiatives concrètes menées dans des domaines clés : achats responsables, inclusion des jeunes et des femmes, transition écologique, innovation sociale. Ces démarches, encore inégales selon les secteurs, traduisent néanmoins une prise de conscience croissante : la compétitivité des entreprises africaines passe aussi par leur capacité à créer de la valeur partagée avec leurs écosystèmes locaux.

- **Les institutions publiques**, à travers leurs politiques de RSO-DD, jouent un rôle structurant dans cette dynamique. Collectivités territoriales, agences nationales et établissements publics sont de plus en plus appelés à intégrer les Objectifs de Développement Durable (ODD) dans leurs stratégies, leurs investissements et leurs partenariats. Au Sénégal, les communes et départements deviennent des espaces clés d'expérimentation de nouvelles formes de gouvernance, associant acteurs économiques, société civile et citoyens autour de projets territoriaux.
- **Les associations et ONG**, quant à elles, occupent une place centrale dans cette gouvernance multi-acteurs. Les actualités RSO-DD des organisations de la société civile rappellent leur rôle d'intermédiation, de plaidoyer et de mise en œuvre opérationnelle. Présentes sur le terrain, elles traduisent les engagements globaux en actions concrètes, tout en renforçant la légitimité et l'impact des démarches RSE et RSO.
- Ce regard ne saurait être complet sans une ouverture hors de nos frontières. **La CAN 2025**, organisée au Maroc, illustre à sa manière les enjeux de développement durable à l'échelle continentale : infrastructures, tourisme, culture, savoir-faire locaux, mais aussi opportunités économiques et responsabilités sociales. Les grands événements sportifs deviennent des vitrines de l'Afrique, mais aussi des laboratoires de pratiques responsables, capables de valoriser les patrimoines locaux et les entreprises africaines.



Malick **MBOUP**  
Docteur en géographie et fondateur de la plateforme  
**Sen Retail**

Le cœur de ce numéro est consacré à une série d'articles de fond qui interrogent la relation entre RSE et territoires.

- **Le premier article**, « **Des engagements globaux aux réalités locales : la RSE au service des territoires ?** », analyse la manière dont les référentiels internationaux se déclinent concrètement à l'échelle locale. Il montre que la RSE n'a de sens que si elle s'adapte aux contextes sociaux, économiques et culturels des territoires africains.
- **Le deuxième article**, « **La RSE au cœur de la transformation des collectivités territoriales ?** », met en évidence le rôle croissant des collectivités comme chefs d'orchestre du développement durable local. Il souligne les opportunités, mais aussi les limites, d'une intégration encore inégale de la RSE dans les politiques territoriales.
- **Le troisième article**, « **RSE et gouvernance partagée : vers une co-construction de l'employabilité locale ?** », explore les liens entre entreprises, formation, insertion professionnelle et besoins des territoires. Dans un continent où l'emploi des jeunes est un défi majeur, la co-construction apparaît comme une voie prometteuse.
- **Le quatrième article**, consacré au projet **Simandou en Guinée Conakry** (cf. photo ci-dessous), interroge les conditions d'une gouvernance inclusive et responsable des grands projets extractifs en Afrique. Il pose une question centrale : comment transformer des investissements d'envergure en leviers durables de développement territorial ?
- **Enfin, le cinquième article**, « **Alliance associations-entreprises au service de la RSE environnementale ?** », met en lumière l'importance des partenariats pour répondre aux défis écologiques, notamment en matière de déchets, de biodiversité et de résilience climatique.



Cérémonie de lancement de l'exploitation des mines de **Simandou** en Guinée Conakry

À travers ce numéro, **Sen Retail** réaffirme sa vocation : être un espace d'analyse, de dialogue et de valorisation des initiatives qui façonnent le commerce et le développement durable en Afrique. Plus que jamais, l'avenir du continent se joue dans la capacité des entreprises et des territoires à bâtir ensemble une gouvernance du développement durable, inclusive, pragmatique et ancrée dans les réalités locales. C'est à cette réflexion collective que nous vous invitons.

**Sen Retail** adresse ses meilleurs vœux de santé, de réussite et d'engagement à l'ensemble de ses lectrices et lecteurs, ainsi qu'à ses chroniqueurs, contributeurs et partenaires. **Que cette année soit placée sous le signe de la coopération, de l'innovation responsable et de la création de valeur partagée, au service des territoires et du développement durable. Merci pour votre fidélité et votre confiance !**

**MERCI POUR VOTRE FIDÉLITÉ ET VOTRE CONFIANCE !**



Thèse soutenue le 10 Juillet 2025 à la salle des actes de Sorbonne Université avec les membres de mon jury

**Sujet** : Le développement de la grande distribution alimentaire dans les métropoles d'Afrique de l'Ouest : **entre recompositions des espaces marchands et pratiques de développement durable.**  
**Étude du cas d'Auchan à Dakar, Sénégal.**

Touchez sur l'icône pour télécharger la version pdf de la thèse.



**BONNE LECTURE !**



*Bonne année*

2026

de la part de l'équipe

**SEN RETAIL**





# RUBRIQUE I : ACTUALITÉS DE LA GRANDE DISTRIBUTION AU SÉNÉGAL

## Le groupe EDK renforce son ancrage territorial grâce au partenariat avec l'IFC et lance son “ngenté national”

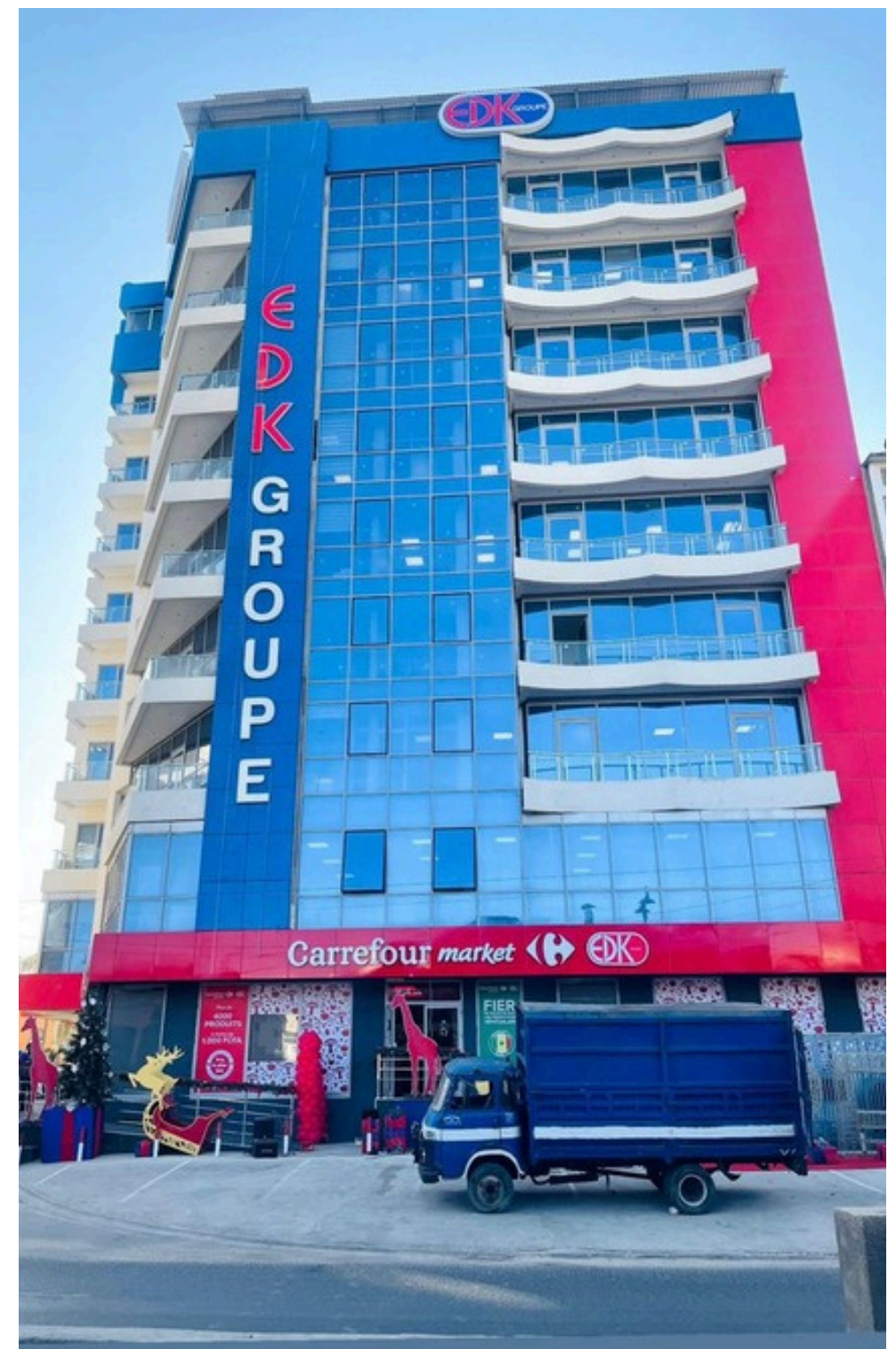
Créé en 2015 par Demba Ka, le groupe EDK s’est progressivement imposé comme l’un des acteurs économiques majeurs du Sénégal. Fort d’un modèle diversifié, il est aujourd’hui présent dans la distribution de carburants (EDK Oil), la restauration rapide (Djolof Chicken), les services financiers digitaux (QuikPay) et la grande distribution alimentaire à travers l’enseigne Low Price. Le groupe emploie plus de 1 500 personnes et exploite un réseau de 40 stations-service, 30 supermarchés et 30 restaurants sur l’ensemble du territoire national.

Le Groupe EDK franchit une étape stratégique majeure dans l’évolution de la grande distribution au Sénégal avec le lancement officiel de son « Ngenté national », matérialisé par la nouvelle enseigne Carrefour by EDK. Cette initiative marque le repositionnement des magasins **Carrefour Market et Supeco**, acquis auprès de CFAO Retail, et traduit l’ambition du groupe de conjuguer ancrage local et standards internationaux.

La stratégie d’EDK repose sur un fort ancrage territorial, avec une présence soutenue dans les zones intérieures et le long des grands axes routiers, tout en consolidant sa position à Dakar. Cette logique de proximité, associée à une offre multiservices et à des formats adaptés aux besoins des ménages, permet au groupe de proposer une alternative locale crédible dans un secteur fortement concurrentiel, tout en assurant le maintien des emplois et la continuité des services.

Cette dynamique est renforcée par un partenariat stratégique avec la Société financière internationale (SFI/IFC), préparé depuis 18 mois. Il prévoit la rénovation des 30 magasins existants, l’ouverture de 18 nouveaux points de vente, principalement en région, une priorité aux fournisseurs sénégalais, ainsi que l’intégration de technologies réduisant la consommation énergétique et l’empreinte carbone. Financé sur 10 ans avec deux ans de différé, ce partenariat illustre la volonté des autorités sénégalaises et de la SFI de soutenir des champions nationaux.

Au-delà d’un changement d’enseigne, le « Ngenté national » d’EDK incarne une ambition : renforcer la souveraineté économique, stimuler l’entrepreneuriat local et positionner EDK comme un acteur clé et innovant de la distribution moderne au Sénégal.



Source des images : Groupe EDK et des sources internes à Sen Retail

## Black Friday au Sénégal : la nécessité d’une régulation pour protéger nos commerces et le savoir-faire artisanal

Le **Black Friday**, littéralement « **Vendredi Noir** », est devenu un phénomène commercial mondial. À l’origine, ce terme est apparu aux États-Unis dans les années 1960 à Philadelphie, pour décrire le jour suivant Thanksgiving, lorsque le trafic piétonnier et automobile atteignait son maximum en raison de l’afflux massif de consommateurs. Le terme « noir » faisait initialement référence aux difficultés pour la circulation en ville, avant de prendre une connotation positive pour les commerçants : c’est le jour où leurs comptes passaient du rouge au noir, symbolisant la rentabilité. Progressivement, le Black Friday s’est imposé comme un événement commercial majeur, marqué par des promotions importantes et un esprit d’achat compulsif, et a progressivement dépassé les frontières américaines pour toucher le monde entier.

**Au Sénégal, le Black Friday s’est popularisé depuis quelques années**, notamment à travers les grandes enseignes de distribution et les plateformes en ligne. Les consommateurs y voient l’opportunité d’acquérir des produits électroniques, des vêtements ou d’autres biens à prix réduit. **Cependant, cette pratique soulève des enjeux importants pour le commerce local et l’artisanat, secteurs vitaux de l’économie nationale.** Les petites entreprises et les artisans, qui représentent une part importante du tissu économique sénégalais, sont souvent confrontés à une concurrence déloyale face aux grandes chaînes capables de proposer des remises agressives. Ces acteurs locaux, qui investissent du temps et des savoir-faire uniques dans leurs productions, se retrouvent fragilisés lorsque leurs produits sont perçus comme « trop chers » face aux promotions massives importées.

Les artisans sénégalais, qu’il s’agisse de bijoutiers, de sculpteurs sur bois, de potiers ou de tisserands, sont particulièrement exposés. Leur travail, fruit d’un savoir-faire ancestral et d’une créativité locale, peut perdre de sa valeur commerciale si les consommateurs privilégient systématiquement les produits en promotion issus de la grande distribution ou de la contrefaçon. La conséquence immédiate est une diminution de leurs revenus, avec un impact direct sur la survie de leurs entreprises et sur la transmission de leurs compétences aux jeunes générations. À long terme, cette situation menace le patrimoine culturel et artisanal du Sénégal, qui constitue pourtant un atout économique et touristique majeur.

Cependant, **il est important de reconnaître que le Black Friday présente également des avantages pour les consommateurs.** Les promotions et les prix cassés permettent à de nombreux ménages d’accéder à des produits qu’ils n’auraient pas pu se permettre autrement, qu’il s’agisse d’appareils électroniques, de vêtements ou de fournitures scolaires. Pour beaucoup, c’est l’occasion de réaliser des économies significatives, de préparer les fêtes de fin d’année ou d’acquérir des biens essentiels à moindre coût. Cette dimension sociale et économique du Black Friday ne doit pas être négligée, car **elle contribue à renforcer le pouvoir d’achat et le bien-être des consommateurs.**

**Le Black Friday peut néanmoins avoir des répercussions sur l’économie formelle et informelle.** Les commerces de proximité, qui ne peuvent pas rivaliser avec les remises spectaculaires, voient leur chiffre d’affaires baisser temporairement, ce qui peut engendrer des pertes d’emplois et fragiliser le tissu économique local. L’afflux massif de consommateurs dans certaines grandes enseignes peut également provoquer des tensions logistiques, des perturbations urbaines et un impact environnemental non négligeable lié à la surconsommation et à la production de déchets.

Face à ces enjeux, **la nécessité d’une réglementation adaptée au contexte sénégalais apparaît cruciale.** Une telle régulation pourrait encadrer les pratiques commerciales pour éviter les remises excessives ou trompeuses, tout en permettant aux consommateurs de bénéficier d’offres réelles et transparentes. Elle pourrait aussi promouvoir les produits locaux et artisanaux via des incitations fiscales, des labels valorisant le savoir-faire national, ou des campagnes de sensibilisation. Enfin, des mesures éducatives pourraient encourager les consommateurs à adopter une consommation plus réfléchie, équilibrant économies et soutien à l’économie locale.

Les conséquences de l’absence de régulation peuvent être lourdes. Sur le plan économique, l’érosion du commerce traditionnel et la faillite de petites entreprises pourraient s’accroître. Sur le plan social, la précarité des artisans et commerçants pourrait croître, tandis que les jeunes générations se détourneraient des métiers traditionnels, aggravant le déclin des savoir-faire. Sur le plan culturel, le Sénégal pourrait voir disparaître progressivement des formes d’art et de production uniques, fragilisant son identité et son attractivité touristique.

**En revanche, une gestion encadrée du Black Friday pourrait transformer cet événement en opportunité.** Les commerçants locaux pourraient proposer des offres attractives sans nuire à leur rentabilité, les artisans valoriser leurs produits via des circuits privilégiant le local, et les consommateurs bénéficier de promotions réelles tout en soutenant l’économie nationale.

**En conclusion, le Black Friday représente un double enjeu pour le Sénégal :** il constitue à la fois une menace pour le commerce de proximité et le savoir-faire artisanal, mais il offre aussi des avantages considérables pour les consommateurs. La mise en place d’une réglementation adaptée est donc indispensable pour protéger les acteurs locaux, promouvoir les produits nationaux et encourager une consommation responsable, tout en permettant aux Sénégalais de profiter de prix plus accessibles.



Des affiches de promo pour le Black Friday / Soldes de **Carrefour Market**, **Auchan** et de la plateforme de vente en ligne **Jumia**.  
**Source :** Affiches collectées sur les pages des trois entreprises.



# RUBRIQUE II : ACTUALITÉS RSE ET DD DES ENTREPRISES DU PRIVÉ

## ODD#3 - Santé maternelle et infantile : la Fondation Sonatel modernise un poste de santé à Grand Yoff

Au Sénégal, malgré des avancées significatives en matière de politiques de santé, le système sanitaire demeure confronté à des défis majeurs, en particulier dans les zones urbaines à forte densité comme Dakar. La croissance démographique, l'urbanisation rapide et les inégalités territoriales accentuent la pression sur les structures de santé de proximité. La santé maternelle et infantile reste ainsi un enjeu prioritaire, en lien avec les objectifs nationaux et l'Objectif de Développement Durable n°3 relatif à la santé et au bien-être. L'insuffisance d'infrastructures adaptées et d'équipements modernes limite encore la qualité de la prise en charge des femmes enceintes et des nouveau-nés.

C'est dans ce contexte que la Fondation Sonatel a investi **200 millions de francs CFA** pour la rénovation complète et l'équipement du Poste de Santé Serigne Saliou Mbacké de Grand Yoff. Le projet a permis la mise en place d'une maternité fonctionnelle, d'une salle d'accouchement moderne, d'équipements dédiés aux soins néonataux ainsi que d'un approvisionnement en médicaments essentiels. Cette réalisation contribue à sécuriser les accouchements, à rassurer les femmes et les familles, et à offrir aux nouveau-nés des conditions de naissance dignes et sûres.

Le poste de santé a été inauguré par le Préfet de Dakar, représentant le Ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, en présence de l'Administratrice générale de la Fondation Sonatel, du Maire de la commune, des autorités locales et des populations de Grand Yoff.

À travers cette initiative, la Fondation Sonatel réaffirme son engagement durable en faveur du renforcement du système de santé et de l'amélioration des conditions de vie des communautés locales.



Source des images et des informations : Page Facebook de la Fondation SONATEL au Sénégal

## RSE - Premier Rapport RSE d'Auchan Retail Sénégal : des engagements à renforcer pour un développement local responsable

Dans un contexte marqué par des attentes croissantes en matière de responsabilité sociétale, environnementale et territoriale, les entreprises de la grande distribution sont appelées à jouer un rôle structurant dans le développement durable des territoires où elles sont implantées. Au Sénégal, ces enjeux sont particulièrement sensibles, compte tenu des défis liés à l'emploi, au pouvoir d'achat, à la protection de l'environnement et à la valorisation des économies locales.

C'est dans cette dynamique qu'**Auchan Retail Sénégal** a franchi une étape majeure avec la publication de son premier **Rapport de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE)**. Ce document marque une étape fondatrice dans la structuration de sa démarche de développement durable. Il dresse un état des lieux des engagements, des actions et des impacts de l'enseigne sur ses principales parties prenantes : salariés, clients, fournisseurs, territoires et environnement.

Le rapport met en évidence une volonté claire de placer l'humain au cœur du modèle d'entreprise, à travers des actions en faveur de l'emploi local, de la formation, de la sécurité et du dialogue social. Le bien-être des collaborateurs apparaît comme un axe stratégique, condition essentielle à la performance durable de l'entreprise.

Sur le plan territorial, **Auchan Retail Sénégal** affirme son ancrage local, notamment par le développement des achats responsables, la promotion des produits sénégalais et la collaboration avec des fournisseurs et producteurs locaux. Cette orientation contribue à la création de valeur économique dans les territoires et au renforcement des chaînes d'approvisionnement locales.

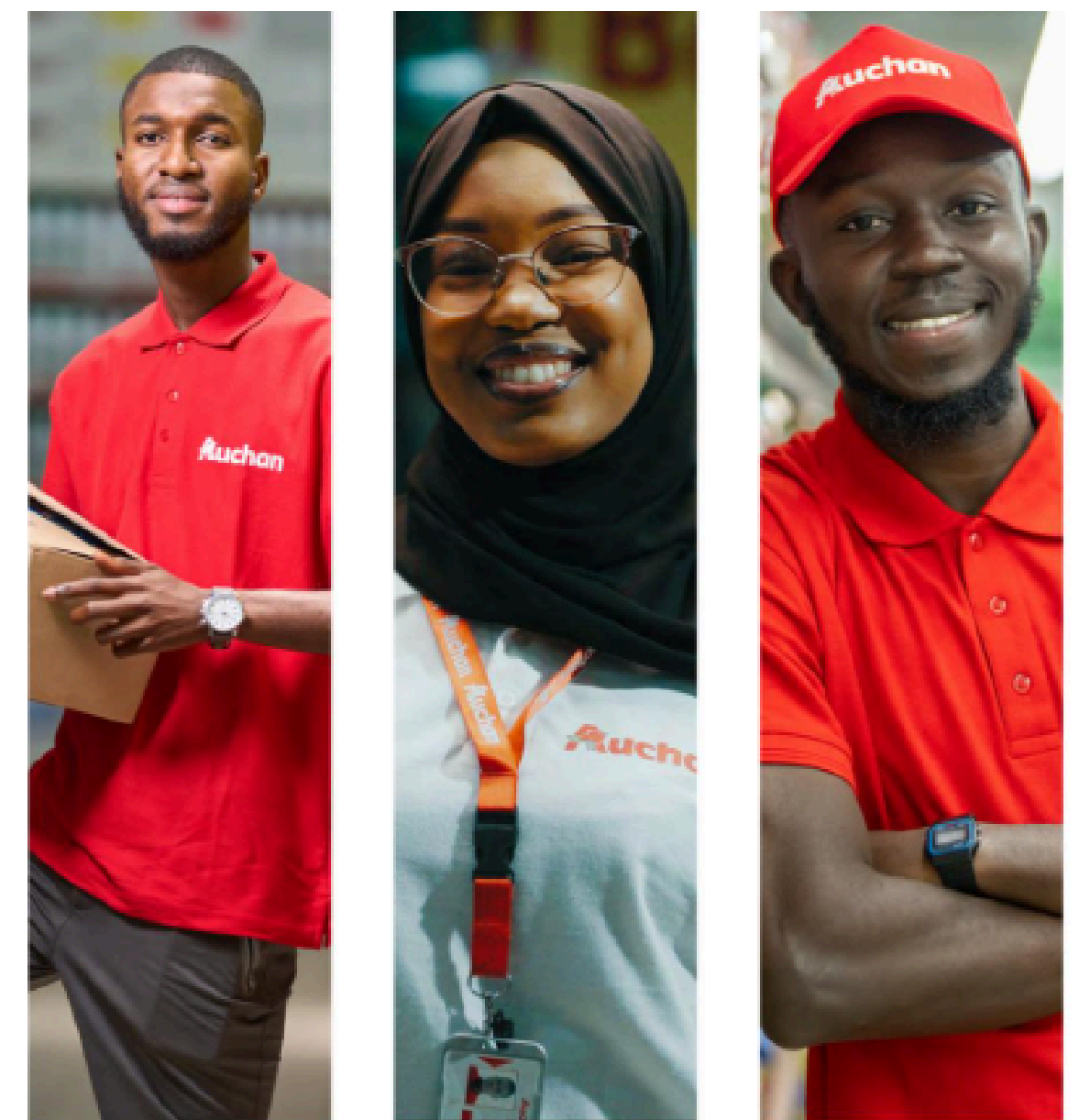
Le rapport souligne également des engagements environnementaux, portant sur la réduction des déchets, la gestion de l'énergie et la sensibilisation des consommateurs à des pratiques de consommation plus responsables. Enfin, la démarche RSE est présentée comme un processus évolutif, appelant à une amélioration continue et à une gouvernance plus structurée.

### Quelques recommandations :

Pour consolider ces acquis, il est recommandé de :

1. **Renforcer** durablement le bien-être des salariés, en approfondissant les dispositifs de formation, d'inclusion et de dialogue social.
2. **Structurer** davantage la politique d'achats responsables, en augmentant la part des fournisseurs locaux et en accompagnant leur montée en compétences.
3. **Mieux territorialiser** la RSE, en co-construisant des projets avec les collectivités locales et les acteurs communautaires.
4. **Développer** des indicateurs de suivi plus précis, afin de mesurer les impacts sociaux, économiques et environnementaux dans la durée.

Au final, ce premier rapport constitue ainsi un socle stratégique à consolider pour inscrire durablement Auchan Retail Sénégal dans une trajectoire de performance responsable et territorialisée.



## RAPPORT RSE 2021 - 2025

Source des images et des informations : Page LinkedIn d'Auchan Retail Sénégal

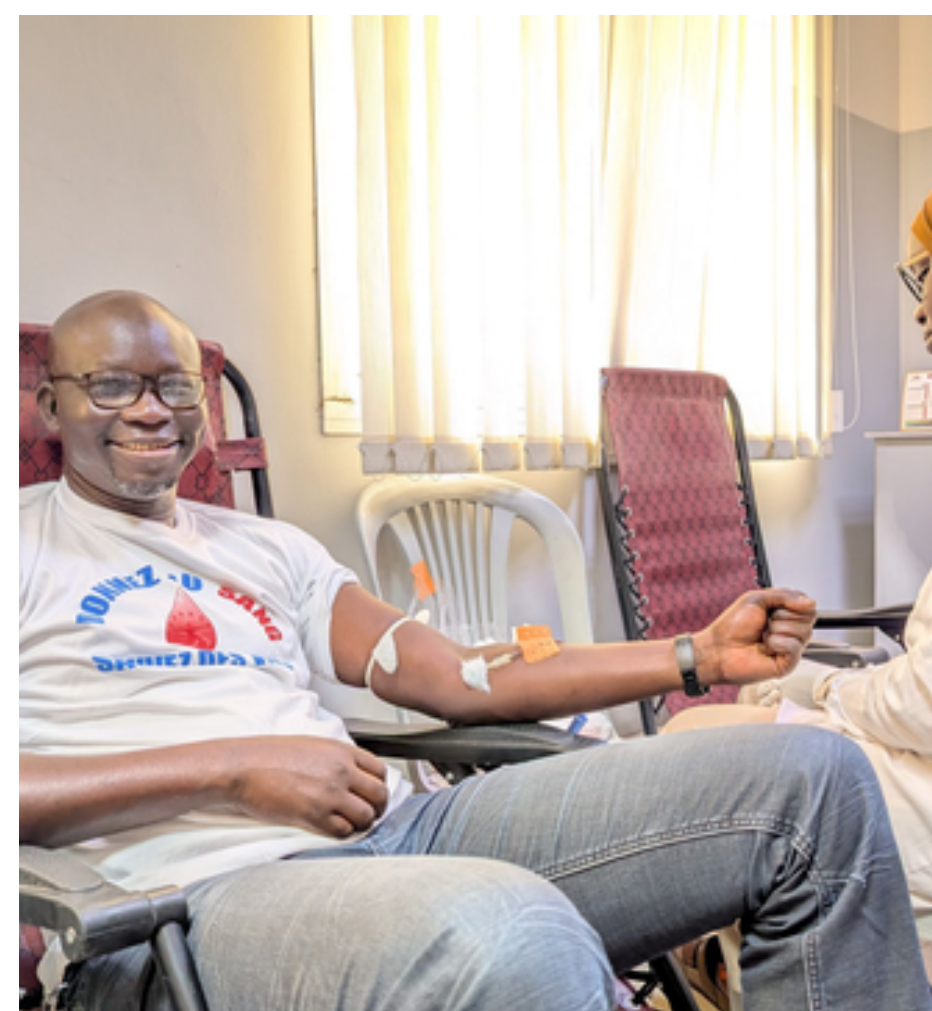
## ODD#3 - Journée de Don du Sang à SOCOCIM Industries : une mobilisation collective au service de la vie

À l'initiative de sa Direction RSE, **SOCOCIM Industries** a organisé, le mercredi 17 décembre, une campagne de don du sang en partenariat avec le Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS) du Sénégal. Cette action s'inscrit dans un contexte marqué par des besoins croissants en produits sanguins, essentiels à la prise en charge des urgences médicales, des interventions chirurgicales et des soins maternels.

Tout au long de la journée, collaborateurs, partenaires et prestataires se sont mobilisés pour accomplir ce geste simple mais vital. Grâce à cette forte mobilisation, près d'une centaine de poches de sang ont été collectées, contribuant directement à sauver des vies et à renforcer les capacités nationales en matière de transfusion sanguine.

SOCOCIM Industries adresse ses remerciements sincères à l'ensemble des volontaires pour leur générosité, ainsi qu'aux équipes médicales de l'entreprise et du CNTS pour leur professionnalisme et leur engagement.

À travers cette initiative, SOCOCIM Industries réaffirme sa conviction que la responsabilité sociétale se traduit avant tout par des actions concrètes, solidaires et humaines, au service des communautés. Cette journée de don du sang en est une illustration forte et inspirante.



Source des images et des informations : Page LinkedIn de SOCOCIM Industries

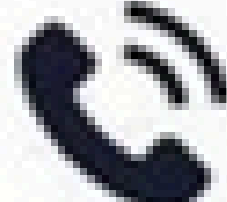


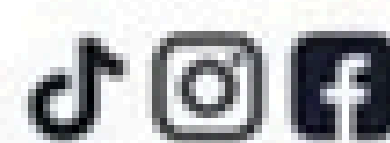


Entreprise de logistique d'ingénierie et de Travaux



**Du plan à la réalité :  
nous bâtissons votre avenir. »**

 **33 832 76 08 - 77 235 31 59**

 @Elit\_btp



# RUBRIQUE III : ACTUALITÉS RSO ET DD DES DES ASSOCIATIONS + ONG

## ODD#5 & 8 - Renforcement de l'ostréiculture en Casamance : l'autonomisation des femmes à travers les tables flottantes

En Casamance, région du sud du Sénégal réputée pour ses ressources aquacoles, l'ostréiculture représente un levier important pour le développement économique local, notamment pour les femmes impliquées dans les Groupements d'Intérêt Économique (GIE). Dans ce contexte, **l'association Nebeday** a accompagné le GIE de Djirack dans le renforcement de ses activités ostréicoles en initiant la fabrication de tables flottantes adaptées à l'élevage des huîtres.

Ces tables flottantes, conçues par les femmes du GIE avec l'appui technique de l'équipe de l'association, offrent plusieurs avantages majeurs. Tout d'abord, elles améliorent la flottabilité des structures, facilitant ainsi la gestion et le suivi des poches contenant les huîtres. Ensuite, elles permettent un meilleur contrôle des poches, ce qui contribue à optimiser les conditions d'élevage et à limiter les pertes dues à des facteurs environnementaux ou à des prédateurs. Enfin, l'utilisation de ces tables favorise un meilleur grossissement des huîtres, augmentant la productivité et la qualité des produits destinés au marché local et régional.

Cette initiative s'inscrit dans un effort plus large visant à promouvoir l'autonomisation économique des femmes rurales et le développement durable des filières aquacoles au Sénégal. En renforçant les capacités techniques des productrices, **Nebeday** contribue à améliorer les revenus des familles et à valoriser une filière ostréicole encore peu exploitée dans la région. Par ailleurs, cette démarche illustre l'importance des interventions locales et participatives pour dynamiser l'économie rurale tout en préservant les écosystèmes estuariens et littoraux de la Casamance.



## ODD 1, 2, 3 & 4 - De la diaspora aux territoires : la Tournée Solidaire 2025 de SENE ASSO au service des plus vulnérables

La Tournée Solidaire 2025 organisée par **SENE ASSO**, association humanitaire franco-sénégalaise portée par l'engagement de jeunes de la diaspora, s'est déroulée du 9 au 14 décembre 2025 à travers plusieurs régions du Sénégal. Cette initiative avait pour objectif de renforcer l'accompagnement social, éducatif et matériel des populations vulnérables, tout en consolidant les liens entre la diaspora et les communautés locales.

La tournée s'est articulée en trois grandes phases. La première étape s'est déroulée entre **Mpal et Saint-Louis**, avec des actions ciblées au **Daara Mouhsine Diop** et au **Centre de Promotion des Aveugles (CPA) de Saint-Louis**. La deuxième phase a conduit les équipes à Dakar, où des interventions ont été menées à la **prison de Fort B** et à l'**orphelinat Al Khayria**. Enfin, la troisième étape a couvert l'axe **Pout – Mbour – Selick – Kaolack**, incluant notamment des visites de daaras à Médina Baye et de structures communautaires locales.

Au total, **huit structures** ont été accompagnées, avec deux cibles par activité. Parmi les actions marquantes figure la **réfection de l'école élémentaire de Selick**, pour un coût global de **5 millions de FCFA**. Les travaux ont porté sur la rénovation de salles de classe (peinture et carrelage), la remise en état des sanitaires, l'installation d'un point d'eau et la construction d'un mur écologique, agrémenté d'arbres plantés pour clôturer l'établissement.

Par ailleurs, d'importants dons de produits de première nécessité (riz, huile, lait, couches, céréales), de matériel scolaire et de vêtements collectés en France ont été distribués, notamment à Selick. Le budget global de la tournée est estimé à **13 millions de FCFA**.

Au-delà des dons matériels, la tournée a été marquée par des moments d'échange, d'écoute et de soutien moral. Elle s'est conclue par des remerciements adressés aux partenaires et contributeurs, soulignant l'importance du travail collectif. **Cette Tournée Solidaire 2025 a permis à SENE ASSO de renforcer son ancrage au Sénégal et de promouvoir une solidarité durable entre la diaspora et les populations locales.**



## ODD#13 & 15 - “Alarba” Durable avec l'association Zéro déchet : les élèves de Guinaw Rails Sud engagés pour l'environnement

Le 03 décembre 2025, le projet **Alarba Durable** (les mercredis du développement durable) a poursuivi ses activités à l'**École Élémentaire/CEM APIX de Guinaw Rails Sud** à Dakar. Cette initiative vise à sensibiliser les jeunes élèves aux enjeux environnementaux et à promouvoir des pratiques écoresponsables au quotidien.

Tout au long de l'après-midi, les enfants ont participé à des ateliers ludiques et pédagogiques conçus pour rendre l'apprentissage amusant et interactif. Parmi les activités proposées figuraient la Fresque du Climat et des Déchets, des jeux autour des écogestes, le tri sélectif et le stand Zéro Déchet, ainsi qu'une pièce de théâtre éducative. Ces activités ont permis aux élèves de mieux comprendre l'impact de leurs comportements sur l'environnement et d'acquérir des réflexes responsables pour leur école et leur quartier.

L'événement a été marqué par un fort enthousiasme, de nombreux échanges et une curiosité active, soulignant l'intérêt des enfants pour la protection de la planète. Il a également mis en lumière l'importance de l'engagement collectif, grâce au soutien de l'équipe pédagogique, des animateurs et des bénévoles, qui ont encadré et accompagné les élèves tout au long de la journée. Ce projet, porté par **l'association Zéro déchet**, bénéficie du soutien de l'Ambassade des Pays-Bas au Sénégal et du Ministère de l'Éducation nationale, renforçant ainsi la collaboration entre institutions et communautés pour un futur plus durable.





# RUBRIQUE IV : ACTUALITÉS RSO ET DD DES INSTITUTIONS PUBLIQUES

## ODD#2 - Amélioration génétique du cheptel : une avancée stratégique au service de la souveraineté alimentaire du Sénégal

Le Sénégal vient de franchir une étape majeure dans la modernisation et la transformation durable de son secteur de l'élevage, pilier central de l'économie rurale et de la sécurité alimentaire nationale. Le 24 décembre 2025, l'arrivée au port des **Guzera** de deuxième génération du GEPES a marqué un moment fort, en présence du Ministre de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Élevage, **Dr Mabouba Diagne**, des responsables du GEPES, des acteurs du secteur pastoral et des autorités portuaires.

Cette opération stratégique s'inscrit pleinement dans la vision des nouvelles autorités sénégalaises, portées par le Président de la République, Son Excellence **Bassirou Diomaye Diakharr Faye**, et le Premier Ministre, **Monsieur Ousmane Sonko**, qui font de la souveraineté alimentaire un axe central des politiques publiques. Elle répond également aux Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment l'ODD 2 (Faim zéro), l'ODD 1 (Réduction de la pauvreté), l'ODD 8 (Travail décent et croissance économique) et l'ODD 12 (Production responsable).

### Une opération d'envergure à forte portée stratégique

Le GEPES a réceptionné **1 050 animaux d'élite** des races Guzera et Girolando, importés du Brésil à l'issue d'un processus rigoureux de sélection sanitaire et génétique. Cette opération, conduite sous la coordination du Président du GEPES, M. Arona Galo Bâ, et avec l'appui technique des vétérinaires du ministère, Dr Mame Balla Lo et Dr Mamadou Ngom, a permis d'identifier des animaux à haute valeur génétique, parfaitement adaptés aux conditions agroclimatiques du Sénégal.

La sélection comprend :

- **400 géniteurs Guzera,**
- **350 génisses Guzera gestantes,**
- **300 génisses Girolando gestantes,**

Cette initiative bénéficie d'une subvention exceptionnelle de **50 %** de l'État, une première depuis les années 1970 dans le domaine de l'élevage. Elle illustre l'engagement concret des pouvoirs publics à accompagner les éleveurs, à réduire les inégalités territoriales et à renforcer la résilience économique des zones rurales, en cohérence avec l'ODD 10 (Réduction des inégalités) et l'ODD 13 (Lutte contre les changements climatiques) grâce à des races plus robustes et productives.

### Des impacts structurants pour le développement durable et vers une nouvelle ère de l'élevage sénégalais

Les retombées attendues sont multiples :

- Réduction significative des importations de lait ;
- Renforcement des filières lait et viande ;
- Augmentation des revenus des éleveurs ;
- Création d'emplois ruraux durables ;
- Contribution directe à la souveraineté alimentaire nationale.



Source des images et des informations : communiqué officiel du ministère de l'agriculture

L'expertise des vétérinaires sénégalais, mobilisés en amont, garantit des animaux performants, conformes aux standards internationaux et adaptés aux besoins réels des producteurs.

En saluant cette initiative, le Ministre Dr Mabouba Diagne a souligné l'importance de la synergie entre l'État, les organisations professionnelles et les experts techniques. Cette approche collective et structurée apparaît comme une condition indispensable pour bâtir un élevage moderne, compétitif et durable, capable de répondre aux défis alimentaires, économiques et sociaux du Sénégal, tout en contribuant activement à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable.

## ODD#8 & 10 - Journée internationale des personnes en situation de Handicap : La DER/FJ met les handi-preneurs à l'honneur !

À l'occasion de la Journée internationale des personnes en situation de handicap, célébrée chaque 3 décembre, la Délégation générale à l'Entrepreneuriat Rapide des Femmes et des Jeunes (DER/FJ) a réaffirmé son engagement en faveur de l'inclusion économique et de l'égalité des chances. En prélude à cette journée, la DER/FJ a organisé, le 2 décembre, une journée portes ouvertes dédiée aux personnes en situation de handicap, mettant à l'honneur les Handi-Entrepreneurs.

Cette initiative s'inscrit dans la vision de l'Agenda national de transformation Sénégal 2050 et dans la dynamique des Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment l'ODD 1 (élimination de la pauvreté), l'ODD 5 (égalité entre les sexes), l'ODD 8 (travail décent et croissance économique) et l'ODD 10 (réduction des inégalités). Elle traduit la volonté de promouvoir un développement inclusif, fondé sur le principe de ne laisser personne de côté.

La cérémonie a été présidée par la Déléguée générale de la DER/FJ, **Dr Aissatou Mbodj**, en présence du Conseiller spécial du Président de la République chargé des questions de handicap, M. Saad-Bou Diouf, du Directeur général de l'Action sociale, M. Boucar Diouf, du Secrétaire général de la Fédération des personnes handicapées, M. Bamba Diop, ainsi que de partenaires institutionnels et de représentants d'associations. Des bénéficiaires venus de plusieurs régions du Sénégal ont participé à cette rencontre.

La journée a été marquée par des témoignages inspirants, une exposition de produits et un Sargal distinguant des parcours exemplaires, suivi d'une remise symbolique de financements. À ce jour, la DER/FJ a soutenu **1 014 entrepreneurs handicapés**, dont 70 % de femmes, pour un montant de plus de **800 millions de FCFA**, à travers des financements à 0 % d'intérêt.

Les perspectives sont renforcées par des programmes tels que **PAVIE 2, Bay Sa Waar Ci Senegaal, Be-Yes et PAAICE**. À travers ces actions, la DER/FJ démontre que l'inclusion économique des personnes en situation de handicap est un levier majeur de développement durable, en cohérence avec les ODD et les priorités



Source des images et des informations : Délégation Générale à l'Entrepreneuriat Rapide des Femmes et des Jeunes - DER/FJ, Dakar le 03/12/2025



# RUBRIQUE V : ACTUALITÉS HORS DE FRONTIÈRES - FOCUS SUR LA CAN

## La CAN 2025 au Maroc : Un rendez-vous sportif et une vitrine des talents africains

La 35<sup>e</sup> édition de la Coupe d’Afrique des Nations (CAN), aussi appelée Africa Cup of Nations (AFCON) 2025, se déroule du 21 décembre 2025 au 18 janvier 2026 au Maroc, réunissant 24 équipes nationales autour du trophée continental de football. Organisée sur le sol marocain pour la deuxième fois depuis 1988, cette compétition se veut un moment fort du football africain, mais aussi un événement symbolique pour valoriser les savoir-faire, les entreprises et les artisans du continent

### Quand les tenues des équipes deviennent des vecteurs d’identité culturelle africaine

La CAN n’est pas seulement un événement sportif : elle est aussi une plateforme culturelle et économique majeure pour l’Afrique. À travers les matches, les villes, les supporters et les médias du monde entier, le tournoi met en lumière la richesse des cultures africaines. Dans ce cadre, la manière dont les équipes se présentent, notamment à travers leurs tenues officielles, devient un véritable message identitaire.

Dans une époque où les fédérations cherchent à refléter l’authenticité et les racines de leurs pays, les maillots et tenues des équipes peuvent jouer un rôle symbolique fort. Quand bien même les grandes marques internationales dominent souvent le marché, de plus en plus de fédérations explorent des collaborations avec des fabricants locaux ou africains, intégrant des motifs, des tissus ou des designs inspirés du patrimoine culturel. Cela permet non seulement d’affirmer une identité africaine sur la scène mondiale, mais aussi de promouvoir des savoir-faire indigènes dans des domaines comme le textile, la broderie ou le design.



Des tenues “Made in Nigéria” portées par les joueurs.  
Source des images et informations : Site des fédérations africaines et de la CAF

## Au-delà du football : la CAN 2025 comme moteur de l’économie locale et africaine

Au-delà des tenues, la CAN 2025 constitue une immense opportunité économique pour les entreprises locales, du tourisme à la production de biens et services. Les fans et délégations venus de toute l’Afrique consomment des produits locaux, séjournent dans des hôtels, fréquentent des restaurants et achètent des souvenirs, offrant ainsi un coup de projecteur considérable sur l’économie marocaine et africaine. Par ailleurs, les événements annexes, tels que les zones de fans, les conférences et les activations culturelles, peuvent intégrer des entreprises locales dans des chaînes de valeur plus larges. Par exemple, les fournisseurs de restauration, de merchandising ou de services logistiques peuvent être choisis selon des critères d’achat responsable, favorisant des acteurs qui respectent l’environnement et utilisent des ressources locales. Cette approche contribue à créer une économie circulaire autour de l’événement, avec des bénéfices qui dépassent le simple cadre des matches.

### Une compétition sous le signe de la technologie et de l’innovation

La CAN 2025 n’est pas seulement une vitrine du football : elle met aussi en avant des innovations technologiques. L’utilisation systématique de l’assistance vidéo à l’arbitrage (VAR) et d’outils avancés pour améliorer l’expérience des supporters et l’équité sportive souligne l’ambition de faire de cette édition une plateforme moderne et tournée vers l’avenir. Ces innovations peuvent être l’occasion pour les entreprises africaines spécialisées dans la technologie, qu’il s’agisse de solutions de diffusion, d’applications mobiles ou d’outils d’analyse de données, de montrer leur expertise à un public continental et international.

**La CAN 2025 permet au Maroc et à l’Afrique de renforcer leur soft power** (c’est-à-dire leur capacité à rayonner au-delà des frontières sportives). Le tournoi a attiré l’attention des médias mondiaux, des diffuseurs internationaux et des sponsors, plaçant l’Afrique au centre de la scène footballistique pendant un mois entier. Même si certains matches ont connu une affluence moindre aux premiers jours de la compétition, cela n’enlève rien à l’impact global de l’événement comme outil de promotion touristique, économique et culturelle. Chaque image diffusée, chaque supporter dans les gradins ou dans une médina marocaine devient une ambassade vivante du continent

### Pourquoi pérenniser cette démarche ?

La CAN 2025 montre qu’un grand événement sportif peut être bien plus qu’une compétition : il peut devenir un moteur de développement économique, culturel et social. Pour que ces bénéfices soient durables, les institutions publiques africaines doivent encourager et institutionnaliser l’achat responsable et la valorisation des acteurs locaux dans tous les domaines liés au sport, à l’économie créative et à l’événementiel. Cela implique :

- **De définir des politiques publiques favorables aux PME et aux artisans locaux**, notamment dans les industries du textile, de la technologie, du tourisme et de l’artisanat ;
- **D’intégrer des critères d’achat responsable** dans les cahiers des charges des fédérations sportives, des organisateurs d’événements et des gouvernements ;
- **De soutenir la formation et le renforcement** des compétences locales, afin que les entreprises africaines puissent répondre aux exigences internationales ;
- **D’encourager des partenariats durables** entre les grandes fédérations, les organisations sportives et les acteurs économiques africains.

En adoptant ces principes au-delà de la CAN, dans les Jeux africains, les Championnats régionaux, les salons culturels et les forums économiques, **l’Afrique peut construire une économie plus résiliente, inclusive et tournée vers l’avenir**. La CAN 2025 est une étape importante sur ce chemin ; l’enjeu est maintenant de maintenir et amplifier ces dynamiques positives dans les années à venir.

### Tenues sportives et achats responsables : valoriser les savoir-faire africains à la CAN

Valoriser les savoir-faire locaux à travers les tenues  
Imaginons les équipes africaines entrant sur le terrain avec des maillots qui intègrent des éléments d’artisanat traditionnel : motifs inspirés de l’art berbère, tissages des pagnes ou broderies locales. Ce type de création hybride, fruit d’une collaboration entre designers africains et artisans traditionnels, pourrait :

- Renforcer le sentiment d’appartenance et de fierté pour les supporters locaux et la diaspora ;
- Donner une visibilité internationale aux artisans africains, souvent marginalisés par les grandes chaînes de production globalisées ;
- Créer des opportunités d’activité économique durable pour les PME locales spécialisées dans les textiles et l’artisanat.

Dans une logique d’achat responsable, cela signifie privilégier des circuits courts, des matériaux durables, des pratiques respectueuses de l’environnement et des conditions de travail équitables. Plutôt que de dépendre exclusivement de grandes marques internationales, certaines fédérations pourraient collaborer avec des ateliers locaux, injectant des ressources directement dans l’économie des pays africains concernés. Cette démarche respecte les valeurs de développement durable et de responsabilité sociale qui sont de plus en plus au centre des grandes compétitions sportives mondiales.



Des sacs “Made in Cote d’Ivoire” portés par les joueurs.  
Source des images et informations : Site des fédérations africaines et de la CAF





Une marque née d'une histoire.  
Une élégance qui a du sens.

## C'EST QUOI YAAFAH ?

Marque sénégalaise d'accessoires de mode qui valorise l'artisanat et les matières de qualité.  
Chaque pièce est pensée pour porter une histoire.

## CE QUE FAIT LA MARQUE

Chaussures · Ceintures · Portefeuilles

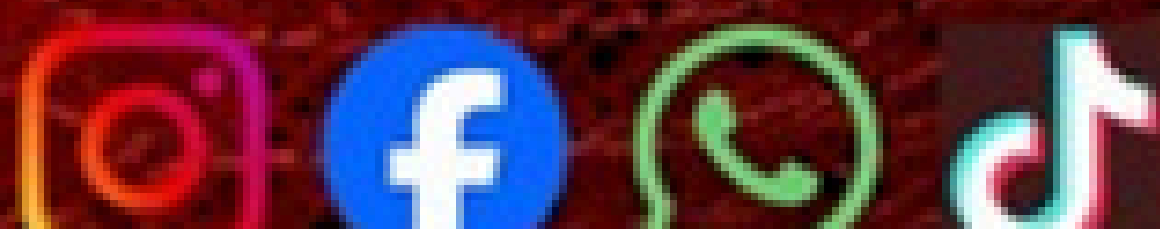
en **JANVIER** Lancement

SCAN ME!



Pour plus d'infos  
**76 497 96 40**

Explorez notre univers !



@yaafah





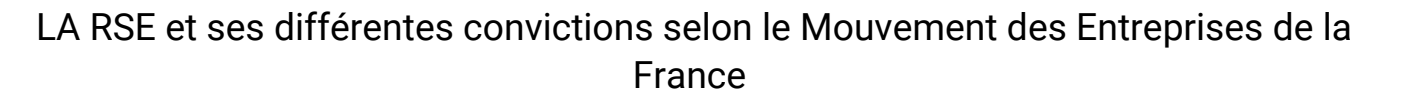
# Introduction

Là où beaucoup de publications développent une **réflexion macro-territoriale** sur la traduction locale des cadres onusiens (**Agenda 21, Agenda 2030 et ODD**), le texte académique apporte un ancrage empirique et sectoriel, centré sur les acteurs. Le recours aux Objectifs de développement durable y apparaît non seulement comme un référentiel normatif, mais aussi comme un outil opérationnel de gouvernance territoriale, permettant d'évaluer les pratiques des entreprises et leurs relations avec les acteurs locaux.

En effet, comme le montre ce schéma ci dessus réalisé sur la base de mes expériences de terrain au Sénégal entre 2019 et 2023 :

- **L'axe social (ODD 1 à 6)** illustre concrètement la capacité des entreprises de distribution à contribuer aux politiques sociales locales (éducation, santé, inclusion), rejoignant l'analyse de la RSE comme levier complémentaire de l'action publique territoriale.
- **L'axe relatif aux collaborateurs (ODD 7 à 10)** met en évidence les tensions internes liées au climat social et à l'inclusion, confirmant que la territorialisation de la RSE commence aussi à l'intérieur de l'entreprise, dans ses rapports au travail et à l'emploi local.
- **L'axe territoires et acteurs (ODD 11 à 16)** prolonge directement la thèse centrale de l'article : c'est à l'échelle territoriale que se construisent la légitimité et l'acceptabilité sociale des entreprises, notamment par l'intégration des producteurs locaux, des collectivités et de la société civile, dans un contexte de montée progressive de la consommation locale.
- Enfin, **l'axe gouvernance et partenariats (ODD 17)** renforce l'idée que la durabilité repose sur des relations équilibrées et coopératives entre acteurs publics et privés, condition essentielle d'une gouvernance partagée du développement durable.

La seconde partie du texte, consacrée à la diversité des acteurs, enrichit l'approche développée dans l'article en montrant que la RSE ne se déploie pas de manière homogène, mais dépend des positions des acteurs dans les territoires, de leurs ressources, de leurs cultures organisationnelles et de leurs contextes géopolitiques. Les entreprises internationales comme celle de la grande distribution (Auchan ou Carrefour, par exemple) apparaissent ainsi comme des acteurs contraints d'articuler leurs engagements globaux avec des réalités locales complexes, faisant des ODD un outil d'adaptation, de compétitivité et de légitimation territoriale.



## Conclusion :

En conclusion, le développement durable et la Responsabilité Sociétale des Entreprises ne révèlent toute leur portée que lorsqu'ils sont appréhendés à l'échelle des territoires, là où s'articulent engagements globaux, pratiques économiques concrètes, attentes sociales et réalités locales. À ce niveau, les Objectifs de Développement Durable cessent d'être de simples référentiels internationaux pour devenir un outil partagé de gouvernance, facilitant le dialogue et la coordination entre entreprises, collectivités territoriales et acteurs du commerce. Cette appropriation territoriale permet la **co-construction de trajectoires de développement plus inclusives, résilientes et durables, mieux adaptées aux besoins des populations et aux spécificités des territoires.**

### Les références consultées :

- Mboup, M. (2025). Le développement de la grande distribution alimentaire dans les métropoles d'Afrique de l'Ouest : entre recompositions des espaces marchands et pratiques de développement durable. Étude du cas d'Auchan à Dakar, Sénégal.. Géographie. Sorbonne Université, 2025. Français. <NNT : 2025SORUL055>. <tel-05274163>
- **Mboup, M. (2024)**. «La nouvelle recomposition de l'espace commercial de Dakar (Sénégal) aux prismes des enjeux du développement durable et de la responsabilité sociétale des entreprises : le cas d'Auchan», Bulletin de la Société Géographique de Liège [En ligne], 83 (2024/2) - Les transitions de la distribution alimentaire : formes, localisations et acteurs, 35-52 URL : <https://popups.uliege.be/0770-7576/index.php?id=7409>.
- **Jégou, A. (2007)**. Le développement durable : un nouveau référentiel pour l'action territoriale ? Natures Sciences Sociétés, 15(4), 389–398.
- **Reynaud, E. (2010)**. La responsabilité sociale de l'entreprise : un levier de compétitivité. Paris : Dunod.
- **Carroll, A. B. (1991)**. The pyramid of corporate social responsibility: Toward the moral management of organizational stakeholders. Business Horizons, 34(4), 39–48. [https://doi.org/10.1016/0007-6813\(91\)90005-G](https://doi.org/10.1016/0007-6813(91)90005-G)





# ARTICLE 2 : DES ENGAGEMENTS GLOBAUX AUX RÉALITÉS LOCALES : LA RSE AU SERVICE DES TERRITOIRES ?

**M. Ayib SOCE**  **CHARGÉ RSE CHEZ GROUPE COFINA | POSITIVE IMPACT ACCELERATOR**

## Introduction

La Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) vise à intégrer les enjeux sociaux, environnementaux et économiques dans les activités des entreprises. En Afrique, elle permet de renforcer le développement local et la gouvernance inclusive. De plus en plus, on reconnaît que les ODD ne peuvent être atteints que si les acteurs locaux participent pleinement à leur mise en œuvre [1]. L'expérience montre que les approches « du haut vers le bas » sont limitées, et que la décentralisation crée les conditions d'un développement durable mieux adapté aux besoins locaux [2]. Dans ce contexte, la RSE peut encourager une coopération entre pouvoirs publics, entreprises et communautés, ouvrant la voie à une gouvernance partagée du développement durable.

## RSE et Objectifs de Développement Durable (ODD)

La RSE aide les entreprises à aligner leurs activités sur les ODD et les priorités locales. Par exemple, dans un communiqué du Ministère sénégalais du Travail et du Dialogue social, il est précisé que le modèle RSE national « veut contribuer au développement économique et social en prenant en compte les priorités locales en termes d'emplois de contenu local, de promotion... du consommer local, de renforcement de la formation professionnelle »[1]. **En soutenant l'emploi local, la formation et les filières locales, l'entreprise agit concrètement pour l'ODD 8 (travail décent et croissance économique) et l'ODD 1 (éradication de la pauvreté).**

Par ailleurs, la RSE incite les entreprises à évaluer leurs performances sur les trois piliers du développement durable. Ainsi, « à travers leur politique RSE, les entreprises peuvent lutter contre la pauvreté et impulser le développement local » [2]. En soutenant des projets sociaux (écoles, santé, etc.) ou en améliorant leurs pratiques environnementales, les entreprises contribuent directement aux ODD d'éducation, de santé, de lutte contre le changement climatique, etc.

## La gouvernance locale inclusive, une nécessité ?

L'un des apports majeurs de la RSE est de favoriser des partenariats locaux durables. En collaborant avec les collectivités territoriales, les entreprises partagent leur expertise et leurs ressources avec les autorités locales. Les études montrent que « les partenariats locaux constituent un levier majeur pour amplifier l'impact des démarches RSE. En collaborant avec des associations, des municipalités ou des structures d'insertion, les entreprises bénéficient d'une meilleure connaissance du territoire et démontrent leur ancrage sociétal »[1]. En pratique, cela signifie monter des conventions ou des comités de pilotage mixtes où élus locaux, entreprises et représentants de la société civile définissent ensemble des projets (aménagement, énergie, formation, santé...). Ce mode de gouvernance partagée renforce la cohésion et l'acceptabilité sociale des projets. Des institutions financières ou industrielles renforcent ainsi leur ancrage territorial en co-développant leurs projets avec les collectivités et les acteurs du terrain. Par exemple, via des partenariats avec des ONG ou fondations locales, certaines entreprises alignent leurs actions RSE sur les besoins exprimés localement : financement des micro-entrepreneurs, accompagnement des jeunes ou soutien aux filières agricoles prioritaires. De ce fait, la décentralisation et le transfert de compétences offrent aux collectivités les moyens de piloter le développement durable à l'échelle locale[2]. Les entreprises locales ou implantées peuvent ainsi jouer un rôle « de premier plan » en soutenant les infrastructures et services publics (eau, routes, éducation). Dans certains pays africains, la mise en place d'Agendas 21 locaux ou de schémas directeurs territoriaux mobilise justement tous les acteurs du territoire (entreprises, ONG, communes) autour des mêmes objectifs. Ce cadre multi-acteurs traduit concrètement l'idée d'une gouvernance partagée de la durabilité.

## Conclusion

En synthèse, **la RSE favorise un développement durable participatif dans les collectivités africaines.** Elle incite les entreprises à agir au plus près des besoins locaux (emploi, formation, infrastructures) et à s'associer aux élus, ONG et citoyens. Une démarche RSE territorialisée, alignée sur les priorités locales et les ODD, peut produire un impact durable et mesurable. Par leurs actions sociales, environnementales et économiques, ces entreprises renforcent le tissu local tout en incarnant un nouveau modèle de croissance inclusive.

En lien avec les **ODD et l'Agenda 2063**, elle promeut une gouvernance partagée où chacun apporte ses compétences. Pour atteindre les objectifs durables (réduction de la pauvreté, protection de l'environnement, croissance équitable), les acteurs locaux (publics et privés) doivent collaborer étroitement. **La RSE encourage ce modèle, elle permet de créer ensemble de la valeur sociale et économique, rapprochant les stratégies d'entreprise et les enjeux des communautés locales** [6]. Ainsi, entreprises et collectivités peuvent conjuguer leurs efforts pour bâtir un avenir plus durable et inclusif pour tous.

Les références et sites consultés :

- [1] [Localizing-2030-agenda-West-Africa-2018-FR.pdf](#)
- [2] [Localizing-2030-agenda-West-Africa-2018-FR.pdf](#)
- [3] (La RSE promue au sein des entreprises sénégalaises | Ministère du Travail, du Dialogue Social et des Relations avec les Institutions
- [4] [Etude RSE senegal Dialogue Entreprise Collectivité locale](#)
- [5] [Développer des partenariats locaux pour renforcer la RSE](#)



La liste des 17 objectifs de développement durable adoptée en 2015 pour 2030  
Source : Site officiel des Nations Unies

### Quelques actions sociales et RSE menées par le “Groupe COFINA” en lien avec la promotion des ODD et la santé pour tous.



Installation officielle du Comité Santé et Sécurité au Travail (CSST) pour les collaborateurs de **COFINA Togo**.



Un don au service de pédiatrie unité néonatale du CHU de Cocody (Côte d'Ivoire, destiné aux enfants nés prématurément.

### Lutte contre la pauvreté et développement socio-économique

**Une dimension clé de la RSE territoriale est l'inclusion socio-économique.** En ancrant leurs investissements au niveau local, les entreprises créent des emplois, développent les compétences et soutiennent les filières locales. **Par exemple, elles peuvent favoriser l'intégration de PME locales dans leurs chaînes d'approvisionnement ou offrir des microcrédits à des entrepreneurs.**

Les entreprises qui adoptent des critères de production locale ou de formation apportent ainsi une contribution directe à l'amélioration des conditions de vie. De plus, la RSE oblige les organisations à mesurer leur impact sociétal : « la RSE oblige les entreprises à désormais évaluer leurs performances de façon globale sur les 3 axes du triple bottom-line »[1] (social, environnemental, économique). Les projets soutenus dans ce cadre, accès à l'eau, santé communautaire, énergie propre, soutien à l'agriculture familiale, visent souvent à réduire la pauvreté et les inégalités locales.

Dans de nombreux territoires africains, cette action privée est essentielle car l'aide publique reste limitée. Les entreprises peuvent ainsi compenser le manque d'infrastructures par des investissements ciblés (écoles, centre de santé, agriculture durable, etc.). Comme le souligne un rapport de l'ONU, pour relever les défis environnementaux (déforestation, gestion des sols) « il est essentiel de multiplier les partenariats publics et privés afin de mobiliser... des fonds pour intensifier la gestion durable des terres, des forêts et de la biodiversité »[2]. Ces partenariats, en réunissant ressources publiques et privées, participent activement à la lutte contre la pauvreté et au renforcement de l'économie locale.

[6] [Localizing-2030-agenda-West-Africa-2018-FR.pdf](#)

[7] [Etude RSE senegal Dialogue Entreprise Collectivité locale](#)

[8] [Le nouveau rapport sur les ODD en Afrique montre que les progrès sont faibles et appelle à une plus grande action.](#) | Programme des Nations Unies pour le développement





**M. Philippe CORDIER**



CONSULTANT ET DIRIGEANT D'ENTREPRISE, PHILIPPE S'ENGAGE DEPUIS PLUS DE 10 ANS POUR LA PROMOTION D'UNE RSE AFRICAINE ANCRÉE DANS LES RÉALITÉS TERRITORIALES. À LA TÊTE DE CEEMO SAS ET DE 002 FORMATIONS CI, IL DÉFEND UNE APPROCHE PARTENARIALE DU DÉVELOPPEMENT ET PRÉSIDE LA COMMISSION RSE D'EUROCHAM SÉNÉGAL.

# ARTICLE 3 : RSE ET GOUVERNANCE PARTAGÉE : VERS UNE CO-CONSTRUCTION DE L'EMPLOYABILITÉ LOCALE

## Introduction

En Afrique, la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) sort peu à peu des rapports et des slogans pour s'enraciner dans le réel. À travers elle, c'est une nouvelle manière de penser le développement qui s'affirme : une gouvernance partagée où entreprises, collectivités et citoyens deviennent co-acteurs d'un même projet de société. Car le développement durable ne se décrète pas ; il se construit, pas à pas, avec celles et ceux qui vivent et travaillent dans les territoires.

## Repenser la gouvernance du développement durable

Les défis économiques et sociaux auxquels nos pays font face (emploi des jeunes, santé, éducation, inclusion) dépassent les capacités d'action isolées de l'État. Ils appellent à une gouvernance partagée, fondée sur la concertation et la co-responsabilité.

La **RSE**, quand elle est vécue comme un dialogue plutôt qu'une contrainte, devient un pont entre acteurs publics et privés.

Elle permet d'adapter les politiques publiques aux réalités locales, de créer des passerelles entre entreprises et collectivités, et de faire émerger des solutions concrètes : programmes de formation, appui aux filières locales, initiatives environnementales de proximité.

C'est cette logique d'alliance qui redonne sens au mot « **développement** ».

## L'employabilité : cœur battant de la RSE locale

S'il est un domaine où la RSE démontre toute sa pertinence, c'est bien celui de l'employabilité. Sur tout le continent, la population représente à la fois notre plus grande richesse et notre plus grand défi.

**Chaque emploi créé, chaque compétence développée, chaque personne accompagnée est une victoire collective.**

Mais encore faut-il que les entreprises, les écoles, les centres de formation et les collectivités parlent le même langage.

La **RSE peut être ce langage commun** : elle rapproche les besoins économiques des réalités sociales et éducatives, elle fait du monde de l'entreprise un partenaire du développement local.

En soutenant la formation, l'apprentissage et l'insertion, elle devient un levier de **cohésion territoriale**.

## L'étude Ceemo : comprendre pour agir



C'est dans cet esprit que **Ceemo SAS**, Société d'Accompagnement à l'International implantée à Abidjan et Dakar, a conduit entre 2020 et 2021 la toute première étude sur l'employabilité des jeunes diplômés au Sénégal, en collaboration avec un enseignant-chercheur en sociologie.

**Onze entreprises issues de neuf secteurs stratégiques** (du BTP à la logistique, de l'agroalimentaire au numérique) ont été interrogées en entretiens semi-directifs pour comprendre, au-delà des statistiques, la réalité vécue par les acteurs économiques.



Scénario d'un entretien de recrutement pour l'accès à l'emploi des jeunes en Afrique, particulièrement au Sénégal. Image Canva pro

### Encadré éditorial : Résultats clés des travaux de recherche-action Ceemo

Travaux conduits auprès de **11 entreprises**, issues de **9 secteurs d'activité** à fort potentiel d'emploi (**BTP, logistique, agroalimentaire, numérique, immobilier**, etc.).

**Trois décalages majeurs ont été identifiés :**

- **Déficit technique** : insuffisance de compétences pratiques immédiatement mobilisables en entreprise.
- **Déficit comportemental** : difficultés liées à la posture professionnelle, à l'autonomie et la communication.
- **Conflit de normes professionnelles** : décalage entre les attentes des entreprises et les représentations des jeunes diplômés.

**Point de convergence fort** : les entreprises interrogées expriment une volonté claire d'être associées à la solution, notamment dans la co-construction des parcours de formation et des compétences.

## Quelques données brutes de l'étude



9 secteurs représentés



11 entreprises interrogées

100%

100 % des entreprises mentionnent un déficit technique

100%

100 % mentionnent un déficit comportemental



Une majorité évoque un décalage de normes professionnelles



Une majorité exprime le souhait de participer à la conception des solutions



***“La RSE peut être ce langage commun : elle rapproche les besoins économiques des réalités sociales et éducatives, elle fait du monde de l'entreprise un partenaire du développement local”.***

Les résultats ont révélé trois décalages majeurs : un déficit technique lié à l'insuffisance de la pratique, un déficit comportemental marqué par le manque de repères professionnels, et un conflit de normes sociales entre les attentes des jeunes et celles du monde du travail. Mais surtout, l'étude a fait émerger un point d'accord fort : les entreprises veulent être associées à la solution.

Elles expriment clairement leur volonté de participer à la conception des parcours de formation, à la définition des compétences, et plus largement à la construction d'un écosystème d'employabilité durable. Ceemo, en assumant un rôle d'intermédiaire entre entreprises, institutions de formation et décideurs publics, amorce ainsi une co-construction territoriale inédite.

Cette dynamique, encore à ses débuts, trace une voie nouvelle : celle d'une RSE ancrée dans le territoire, où les solutions à l'inadéquation formation-emploi se bâtissent localement, dans le dialogue et la coresponsabilité. À travers cette démarche, la RSE cesse d'être un discours pour devenir un mécanisme collectif d'apprentissage et d'action, au service du développement local et de la jeunesse africaine.

## Pour une culture de la co-responsabilité

Promouvoir la gouvernance partagée, c'est accepter de repenser nos rôles. Les entreprises ne remplacent pas l'État, mais elles peuvent catalyser des solutions. Les collectivités, elles, gagnent à intégrer la RSE dans leurs stratégies, non comme un exercice de conformité, mais comme un outil d'innovation sociale et économique. C'est de cette alliance que naîtra une culture de la co-responsabilité : celle d'un développement construit par et pour les communautés locales.

## Conclusion

La RSE n'est pas une mode : c'est une manière d'exercer le pouvoir d'agir. En plaçant l'employabilité au cœur de son action, elle relie l'entreprise à son environnement humain. **Et si, demain, le véritable indicateur de réussite n'était plus le profit seul, mais la capacité à faire grandir les territoires ?** C'est ce pari que nous devons oser collectivement.



# AMÉLIORER L'EMPLOYABILITÉ DES JEUNES DIPLÔMÉS AU SÉNÉGAL

## *De l'observation qualitative à la co-construction territoriale*

### UN CONSTAT STRUCTUREL

Au Sénégal, une part importante des jeunes diplômés peine à s'insérer durablement sur le marché du travail, malgré une offre de formation en constante progression. Cette situation révèle une inadéquation persistante entre les compétences disponibles, les attentes des entreprises et les réalités économiques locales.

👉 L'employabilité n'est plus seulement une question de formation, elle devient un enjeu de coordination entre acteurs.

### CE QUE RÉVÈLENT LES TRAVAUX DE TERRAIN

Dans le cadre de travaux de recherche-action menés par Ceemo, avec l'appui d'une expertise académique en sociologie, une étude qualitative a été conduite auprès de 11 entreprises, réparties dans 9 secteurs d'activité à fort potentiel d'emploi (BTP, logistique, agroalimentaire, numérique, immobilier, etc.).

**Déficit technique :** Manque de compétences pratiques immédiatement mobilisables

**Déficit comportemental :** Insuffisances en posture professionnelle et communication

**Conflit de normes professionnelles :** Décalage entre attentes des entreprises et représentations des jeunes

✓ **Les entreprises interrogées expriment une volonté claire d'être associées à la solution**

Ceemo agit, dans cette démarche, comme catalyseur entre entreprises, acteurs de la formation et décideurs publics, dans une logique de dialogue, d'ancrage local et de responsabilité partagée.

### DE LA RECHERCHE À L'ACTION

Transformer les constats de terrain en leviers concrets  
au service des jeunes, des entreprises et des territoires





**M. EL Hadji Omar BAH**



STRATÉGIE RSE, CRITÈRES ESG, PHILANTHROPIE ET RH. CHARGÉ DE COURS RSE ET RH.

# ARTICLE 4 : PROJET SIMANDOU : QUILLES POLITIQUES À ADOPTER POUR UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE ET RESPONSABLE ?

## Introduction

Le projet **Simandou** s'impose aujourd'hui comme l'un des plus grands projets miniers intégrés au monde, tant par l'ampleur de ses réserves que par la complexité de ses infrastructures et la profondeur de ses impacts économiques, sociaux et environnementaux. Situé dans le sud-est de la Guinée, **le massif du Simandou abrite l'un des gisements de minerai de fer de haute teneur** les plus importants de la planète, avec des réserves estimées à plusieurs milliards de tonnes. À ce titre, il représente un levier stratégique majeur pour la transformation structurelle de l'économie guinéenne.

Au-delà de l'exploitation minière stricto sensu, **le projet Simandou est un projet intégré**, combinant mines, chemin de fer transguinéen de plus de 600 kilomètres et port minéralier en eau profonde. Son ambition dépasse donc largement la seule exportation de matières premières : il s'agit d'un projet structurant pour l'aménagement du territoire, la création d'emplois, la modernisation des infrastructures et l'insertion de la Guinée dans les chaînes de valeur mondiales. La communication portée par l'État guinéen, les partenaires industriels et financiers ainsi que les institutions internationales a fortement contribué à positionner Simandou comme un projet d'espoir national. Il est présenté comme un catalyseur de croissance, un moteur de recettes fiscales et une opportunité historique de développement. Cette narration a suscité de fortes attentes, en particulier au sein des communautés locales directement impactées par les activités minières et les infrastructures associées.

**Cependant, derrière cette ambition affichée, une question essentielle demeure : le projet Simandou est-il réellement conçu et mis en œuvre avec et pour les populations concernées ?**

## Des communautés historiquement marginalisées dans les projets miniers

L'expérience guinéenne en matière de grands projets miniers invite à la prudence. Malgré des décennies d'exploitation de ressources naturelles (bauxite, or, diamant, fer), les communautés riveraines ont rarement bénéficié de retombées socioéconomiques à la hauteur des richesses extraites de leurs territoires. Infrastructures sociales inachevées, promesses non tenues, faibles opportunités d'emplois locaux, dégradation de l'environnement et tensions sociales constituent un héritage encore très présent.

Dans ce contexte, le projet Simandou, par son envergure exceptionnelle, cristallise à la fois les espoirs et les inquiétudes. Les populations locales, bien que familières des projets miniers, n'ont que très rarement été associées de manière substantielle aux processus de décision. Trop souvent, la consultation se limite à des mécanismes formels, descendants, peu compréhensibles et sans réel pouvoir d'influence pour les communautés.

Dès lors, plusieurs interrogations fondamentales se posent :

- Les populations ont-elles été effectivement consultées pour identifier leurs besoins prioritaires ?
- Ont-elles été informées de leurs droits, notamment celui d'orienter ou d'influencer les investissements sociaux réalisés sur leurs territoires ?
- Les mécanismes de dialogue existants permettent-ils une participation réelle ou se limitent-ils à une validation a posteriori de décisions déjà prises ?

Ces questions sont au cœur du défi de gouvernance du projet Simandou.

## Les enjeux et limites actuels de la gouvernance du projet

Le principal enjeu réside dans la capacité des entreprises impliquées et de l'État guinéen à dépasser une approche strictement compensatoire ou corrective. Certes, les entreprises ont l'obligation de réparer les dommages environnementaux causés par les activités minières et de mettre en place des mesures d'atténuation pour les impacts futurs. **Toutefois, le volet social du projet ne peut se réduire à la construction ponctuelle d'écoles, de forages ou de centres de santé décidés sans réelle concertation.**

Un projet de l'ampleur de Simandou exige une stratégie sociale cohérente, transparente et durable, fondée sur la participation active des communautés. Or, l'absence de mécanismes institutionnalisés de dialogue et de suivi limite fortement l'appropriation locale du projet. Pour répondre à cette lacune, la mise en place d'un comité de surveillance et d'écoute communautaire apparaît indispensable. Ce comité devrait être composé de manière équilibrée :

- des représentants légitimes des communautés locales (chefs coutumiers, jeunes, femmes, organisations communautaires),
- des représentants de l'État, à différents niveaux (central et local),
- des entreprises minières et des partenaires du projet.

Un tel dispositif aurait pour mission de garantir que les décisions relatives aux investissements sociaux, à l'environnement et à l'emploi local soient concertées, légitimes et alignées sur les priorités réelles des populations. Il s'agirait d'un espace permanent de dialogue, de suivi et d'évaluation, et non d'un simple organe consultatif symbolique.



Lancement officiel de l'exploitation des mines de fer de SIMANDOU en Guinée Conakry

## Vers une approche nouvelle, inclusive et territorialisée

L'instauration d'un comité de suivi communautaire ne constitue pas une fin en soi, mais le socle d'une approche plus large de développement territorial intégré. En associant les populations à la gouvernance du projet, Simandou peut devenir un véritable moteur de transformation économique locale.

Une gouvernance inclusive permettrait notamment :

- la dynamisation de l'économie locale, en favorisant les PME, les coopératives et l'entrepreneuriat communautaire ;
- l'intégration des populations locales dans la chaîne de valeur du projet (sous-traitance, services, logistique, maintenance, restauration, etc.) ;
- la création d'opportunités économiques durables, au-delà de la durée de vie de la mine, notamment dans l'agriculture, la transformation locale et les services.

Cette approche suppose également un investissement massif dans le renforcement des capacités locales : formation professionnelle, alphabétisation, accompagnement des jeunes et des femmes, afin de permettre aux communautés de tirer pleinement parti des opportunités générées par le projet.



Mise en place des infrastructures ferroviaire pour l'exploitation des mines de fer de SIMANDOU en Guinée Conakry

## Un modèle de gouvernance à la hauteur de Simandou

Compte tenu de l'importance stratégique du projet Simandou pour la Guinée et pour l'Afrique de l'Ouest, sa gestion ne peut reproduire les schémas classiques des projets miniers du passé. Elle doit s'appuyer sur un modèle de gouvernance responsable, participatif et adapté aux réalités locales, intégrant les dimensions économiques, sociales, environnementales et culturelles.

Le succès du projet ne se mesurera pas uniquement en volumes exportés ou en recettes fiscales, mais aussi à sa capacité à :

- réduire les inégalités territoriales,
- renforcer la cohésion sociale,
- préserver l'environnement,
- laisser un héritage positif et durable aux générations futures.

En ce sens, Simandou constitue un test décisif pour la Guinée : celui de sa capacité à transformer une richesse minérale exceptionnelle en un véritable projet de développement inclusif.

Le projet Simandou mérite une gouvernance à la hauteur de son ambition. Il peut devenir un modèle de référence en matière de gestion responsable des ressources naturelles, à condition de placer les communautés au cœur de la décision et de reconnaître qu'il n'y a pas de développement durable sans participation effective des populations.



# “JOTAAY RSE”

“Jotaay RSE” est une plateforme collaborative et d’échange qui favorise l’ancrage de la responsabilité sociétale dans le tissu économique Sénégalais.

LANCEMENT OFFICIEL POUR 2026



Contacts : [afrizenconsulting@gmail.com](mailto:afrizenconsulting@gmail.com) et [contact@senretail.sn](mailto:contact@senretail.sn)




Une initiative portée par **Sen Retail** et **AfriZen Consulting**





# ARTICLE 5 : ASSOCIATIONS ET ENTREPRISES: UNE ALLIANCE STRATÉGIQUE POUR UNE RSE ENVIRONMENTAL DURABLE AU SÉNÉGAL ?

**M. Omar DIEDHIU**  **Linkedin** GÉOMATIQUE, AMÉNAGEMENT ET URBANISME || CHRONIQUEUR SEN RETAIL || ENVIRONNEMENTALISTE || ACTEUR COMMUNAUTAIRE || BÉNÉVOLE JCI SÉNÉGAL

## Introduction

Au Sénégal, la **Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE)** prend une importance croissante dans un contexte où les collectivités territoriales sont confrontées à des défis environnementaux pressants : gestion des déchets, pollution plastique, vulnérabilité climatique, santé publique, assainissement et préservation des écosystèmes. Face à ces enjeux, un modèle se renforce : la collaboration entre entreprises et associations, devenue un véritable levier d'impact local et de gouvernance durable.

## Un cadre national favorable à l'action conjointe...

La politique environnementale du Sénégal fixe des orientations claires: la **Contribution Déterminée au niveau National (CDN)** engage le pays à réduire ses émissions, renforcer l'adaptation et promouvoir l'économie circulaire. La **loi 2020-04 sur le plastique** impose la réduction des emballages à usage unique et encourage l'émergence de systèmes de collecte et de valorisation. À cela s'ajoutent les priorités nationales en matière d'**assainissement**, de **santé environnementale**, de **reboisement** et de **lutte contre la pollution marine**.

Ces objectifs ne peuvent être atteints sans le concours du secteur privé. Les entreprises sont désormais appelées à aligner leurs programmes RSE sur ces orientations, mais aussi à collaborer avec les associations capables de les traduire en actions concrètes sur le terrain.

## Pourquoi les associations sont essentielles ?

Les associations jouent un rôle clé pour trois raisons principales.

- D'abord, **elles disposent d'une connaissance fine des territoires**. En étant présentes dans les écoles, les marchés, les quartiers ou les zones rurales, elles comprennent les réalités sociales et culturelles qui influencent la réussite d'un projet.
- Ensuite, **elles renforcent la légitimité des initiatives RSE**. Leur présence comme tiers de confiance limite les risques de greenwashing et permet d'ancrer les programmes dans des dynamiques communautaires durables.
- Enfin, **elles sont des actrices majeures du plaidoyer environnemental**. Qu'il s'agisse d'appuyer les municipalités dans la mise en œuvre des arrêtés liés à la propreté, de sensibiliser les populations ou de défendre une gouvernance adaptée aux enjeux climatiques, les associations contribuent à créer un environnement institutionnel plus propice à la durabilité.

## Des partenaires sénégalais à fort potentiel...

Plusieurs organisations se démarquent par leur expertise et leur capacité de collaboration.

L'**Association Zéro Déchet** accompagne la réduction du plastique à la source et la sensibilisation des ménages et des commerçants. Océanium œuvre dans la restauration des mangroves et la protection de la biodiversité. Les **organisations de femmes transformatrices** et les **GIE de pêcheurs** jouent un rôle crucial dans la lutte contre la pollution marine et la valorisation des filets usagés.

**adansonia.green**, quant à elle, se positionne comme un partenaire transversal: gestion des déchets dans les écoles, compostage, accompagnement des collectivités et plaidoyer pour une meilleure gouvernance environnementale.

## Conclusion : une alliance gagnante pour les territoires

L'avenir de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) au Sénégal repose sur la capacité des acteurs à dépasser les approches sectorielles et ponctuelles pour construire de véritables alliances durables entre entreprises, collectivités territoriales et associations. Face à l'ampleur des défis environnementaux, sociaux et sanitaires, aucune entité ne peut agir seule de manière efficace. La complémentarité des rôles apparaît ainsi comme une condition essentielle pour accélérer la transition écologique et renforcer la gouvernance locale.

Les entreprises apportent des ressources financières, des capacités d'innovation et des compétences organisationnelles. Les collectivités territoriales, quant à elles, disposent de la légitimité institutionnelle et de la connaissance des priorités locales. Les associations jouent un rôle central de médiation, d'ancrage communautaire et de mise en œuvre opérationnelle, garantissant que les actions répondent aux besoins réels des populations. Cette convergence d'intérêts permet de transformer la RSE en un levier structurant de développement territorial, plutôt qu'en une simple démarche de communication.

Dans un contexte sénégalais marqué par l'urbanisation rapide, la pression sur les écosystèmes et les attentes croissantes des citoyens, ces partenariats multi-acteurs offrent des réponses concrètes et mesurables. Ils favorisent l'appropriation locale des politiques publiques, renforcent la confiance entre parties prenantes et contribuent à l'émergence de modèles économiques plus inclusifs. En ce sens, l'alliance entre entreprises, collectivités et associations constitue l'un des piliers majeurs d'une gouvernance durable, capable de concilier performance économique, justice sociale et préservation de l'environnement.

## Comment construire une collaboration efficace ?

Pour maximiser l'impact, les entreprises doivent privilégier une approche partenariale structurée :

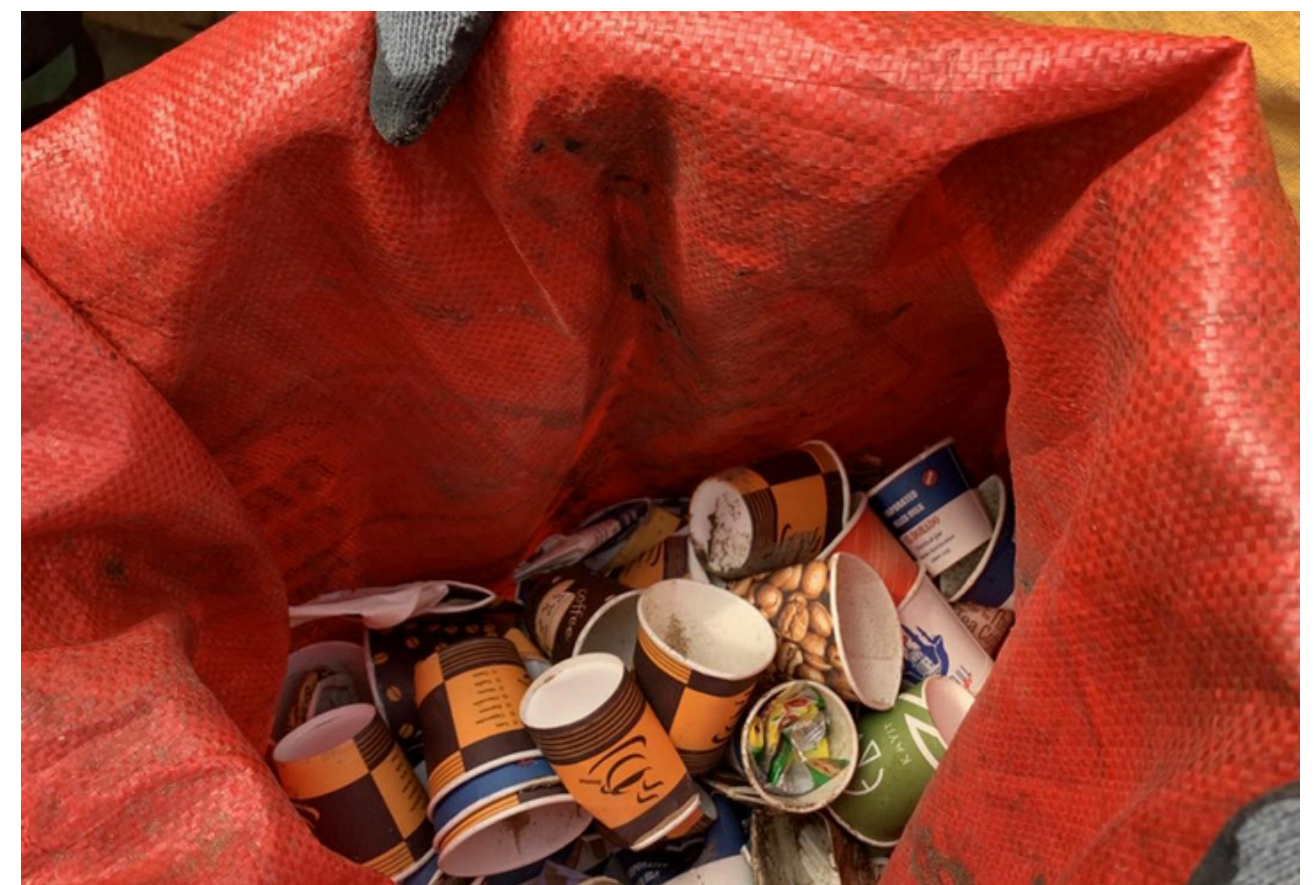
- **Alignement stratégique** : les projets doivent s'inscrire dans les politiques nationales, les Plans de Développement Communaux et les objectifs climat.
- **Co-création** : au-delà des actions ponctuelles, il s'agit de bâtir des programmes annuels avec des indicateurs clairs (kg de déchets triés, élèves formés, surfaces reboisées...).
- **Gouvernance partagée** : intégrer les associations dans les comités de suivi RSE renforce la transparence et l'efficacité.
- **Soutien au plaidoyer** : les entreprises peuvent financer ou co-organiser des campagnes de sensibilisation, renforcer les mesures locales de gestion des déchets ou soutenir les réformes en faveur d'une économie circulaire.



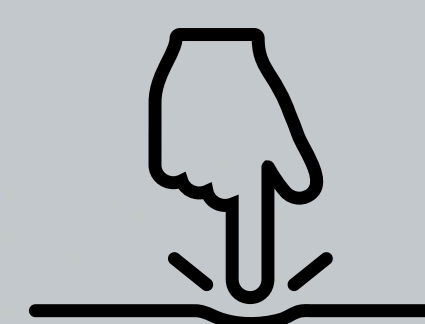
78 ème labellisation de restaurants pour avoir mis en place une démarche responsable de tri des déchets avec l'**association Zéro déchet**



Sensibilisation et collecte à Yeumbeul Nord-Tasses de café Touba réutilisables par les volontaires de l'**association adansonia.green** dans le cadre de leur action pour inciter les vendeurs et consommateur à adopter des tasses réutilisables pour protéger notre planète.







Scannez ce QR code pour découvrir  
notre site et installez l'application sur  
votre téléphone



SN.DKR.2021.A.24781



[www.senretail.sn](http://www.senretail.sn)



+221.77.408.53.65



[contact@senretail.sn](mailto:contact@senretail.sn)

[@senretail.sn](https://www.linkedin.com/company/senretail/sn)

